

Faits et chiffres

- **On n'avait jamais connu autant de faillites, d'exemples de gestion malhonnête et d'enrichissement, de falsifications de bilans et autres scandales qu'au cours de cette décennie. Les rémunérations excessives sont un terrain favorable à la criminalité économique.**
- Il n'existe aucune étude attestant d'une corrélation entre le montant de la rémunération et la performance de la société ou les performances individuelles.
- **Malgré des dizaines de milliers de salariés, les membres de la direction et du CA de Migros, Coop, Toyota, British Airways ou Lufthansa ne perçoivent pas des salaires de plusieurs millions.**
- À la fin de la dernière décennie, le salaire le plus élevé de Suisse s'élevait à env. 2 millions de francs. Il est de plus de 40 millions de francs aujourd'hui.
- Au cours des 10 dernières années, les rémunérations des membres des directions et des CA ont augmenté de manière astronomique.
- **La qualité des décisions prises par les CA et les directions ne s'est pas améliorée avec l'augmentation de leur rémunération.**
- Au cours des 30 dernières années, l'écart salarial («CEO-to-Worker-Pay-Ratio») est passé d'un facteur de 20 à un facteur supérieur à 1'000.
- Hormis Bob Lutz (General Motors), Roger Schawinsky et Joe Ackermann, aucun autre dirigeant suisse n'a été nommé à un poste de direction à l'étranger (précisons que Ackermann a été impliqué dans le scandale Vodafone/Mannesmann...).
- Forte augmentation du nombre de PDG étrangers sans attache en Suisse.
- **Le fait que les membres du conseil d'administration fixent leurs propres salaires est une opération interdite dite pour compte propre.**
- Les indemnités de départ garanties par contrat (quelle que soit la situation de l'entreprise) sont bien le signe d'une âpreté au gain.
- L'actionnaire est suffisamment responsable pour fixer, lors des AG, les indemnités que doivent percevoir le CA et la direction en fonction des résultats de l'entreprise.
- **La politique de rémunération a un impact important sur la réputation et l'image d'une entreprise cotée en bourse.**
- L'establishment économique devrait se réjouir que cette initiative avance une proposition de solution bourgeoise, libérale et orientée vers l'économie. Une initiative baptisée «Un million, ça suffit!» rencontrerait un vif succès, tant lors de la collecte des signatures que du vote.

- De plus en plus entreprises actuellement reconnaissent les avantages du renouvellement annuel du CA: Même l'UBS introduira cette règle de bonne Corporate Governance.
- Dans la plupart des cas, les comités de rémunération ne sont pas indépendants. Selon les comités, il y aurait en outre des sujets plus importants à aborder que les rémunérations excessives.
- **Nous ne voulons pas de cette américanisation des rémunérations des dirigeants d'entreprise pour la Suisse. Les rémunérations abusives mettent en péril le système de marché capitaliste.**
- Selon les enquêtes représentatives menées par les magazines «FACTS» (mars 2007) et «Sonntags-Blick» (août 2007), respectivement 74 % et 77% des Suisses souhaitent la mise en place d'une limite supérieure aux salaires des dirigeants d'entreprise. L'initiative populaire «contre les rémunérations abusives», qui ne prévoit pas une telle limite, est au contraire très orientée vers l'économie.
- Ce n'est plus qu'une question de temps avant que le premier cas «d'antidatage d'options» ne soit révélé en Suisse.
- Les indemnités de départ garanties par contrat pour un montant se chiffrant en millions ne protègent pas l'entreprise d'une prise de contrôle inamicale.
- **Economiesuisse préconise depuis de nombreuses années l'autorégulation: cela ne fonctionne pas!**
- Étude internationale menée auprès de 2'500 sociétés: la rotation annuelle au poste de PDG s'élève à 15,3 % en moyenne. Pour les entreprises suisses du SMI, ce chiffre grimpe à près de 50 %. En moyenne, le dirigeant d'une grande société suisse ne reste donc tout au plus que deux ans à son poste.
- Un dirigeant court toujours plus de risques que le propriétaire.
- **Le marché ne se reflète pas dans la haute direction. Le monde compte plus de 190 pays, mais on ne trouve majoritairement en Suisse que des dirigeants de nationalité suisse, allemande, américaine, autrichienne et française.**
- Le cas d'UBS et des indemnités de départ de plusieurs millions perçues par Wuffli montre qu'aucune mesure n'a été prise depuis les derniers scandales importants portant sur les rémunérations abusives (ABB, Zürich-Versicherung, Credit Suisse, Rentenanstalt, Swissair).
- **Il n'y aucune raison valable – scientifique, économique ou socio-politique – pouvant justifier les salaires de plusieurs millions.**
- Rares sont les entreprises dont le système de rémunération des dirigeants prévoit un malus.